



**FILE COPY
RETURN TO
DISTRIBUTION**
Bureau C. 111

Distr.
GENERALE
S/12212
18 octobre 1976
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

**RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LA FORCE D'URGENCE
DES NATIONS UNIES**

(pour la période allant du 17 octobre 1975 au 18 octobre 1976)

TABLE DES MATIERES

| | <u>Paragraphes</u> |
|--|--------------------|
| INTRODUCTION | 1-2 |
| I. COMPOSITION ET DEPLOIEMENT DE LA FORCE | |
| A. Composition et commandement | 3-9 |
| B. Déploiement | 10-11 |
| C. Relèves | 12 |
| II. LOGEMENT ET LOGISTIQUE | |
| A. Logement | 13-15 |
| B. Logistique | 16-20 |
| III. ACTIVITES DE LA FORCE | |
| A. Fonctions et principes directeurs | 21-22 |
| B. Liberté de mouvement | 23 |
| C. Questions relatives au personnel | 24-25 |
| D. Application du cessez-le-feu et de l'Accord entre l'Egypte et Israël du 4 septembre 1975 et du Protocole du 22 septembre 1975 | 26-34 |
| IV. ACTIVITES HUMANITAIRES ET COOPERATION AVEC LE COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE (CICR) | 35-36 |
| V. QUESTIONS FINANCIERES | 37-39 |
| VI. APPLICATION DE LA RESOLUTION 238 (1973) DU CONSEIL DE SECURITE | 40-41 |
| VII. OBSERVATIONS | 42-45 |

CARTE - DEPLOIEMENT DE LA FORCE EN OCTOBRE 1976

INTRODUCTION

1. Le présent rapport expose les activités de la Force d'urgence des Nations Unies (FONU) pendant la période allant du 17 octobre 1975 au 18 octobre 1976. Son but est de présenter au Conseil de sécurité un tableau complet des activités déployées par la FONU conformément au mandat qu'il lui a confié par ses résolutions 340 (1973) et 341 (1973) des 25 et 27 octobre 1973, mandat qu'il a prorogé par ses résolutions 346 (1974) du 8 avril 1974, 362 (1974) du 23 octobre 1974, 368 (1975) du 17 avril 1975, 371 (1975) du 24 juillet 1975 et 378 (1975) du 23 octobre 1975.

2. Depuis mon dernier rapport (S/11849 du 17 octobre 1975), la FONU assume de nouvelles fonctions et responsabilités qui lui ont été confiées aux termes de l'Accord entre l'Egypte et Israël du 4 septembre 1976 et du Protocole de l'Accord, en date du 22 septembre 1975 (S/11818 et Add.1 à 5). Pendant toute la période considérée, la situation dans la zone d'opérations de la FONU est demeurée stable et la Force a continué de s'acquitter avec succès de son mandat.

I. COMPOSITION ET DEPLOIEMENT DE LA FORCE

A. Composition et commandement

3. Au 17 septembre 1976, les effectifs de la Force étaient les suivants :

| | |
|-----------|------------|
| Australie | 44 |
| Canada | 871 |
| Finlande | 640 |
| Ghana | 597 |
| Indonésie | 510 |
| Pologne | 865 |
| Suède | <u>647</u> |
| TOTAL | 4 174 |

Ces effectifs ne comprennent pas les éléments canadien et polonais d'appui logistique affectés à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD).

4. Outre ces effectifs, 124 observateurs militaires, membres de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine (ONUST) prêtent leur concours à la FONU. Un groupe d'observateurs, appelé Groupe d'observateurs dans le Sinaï, a été constitué en décembre 1975 après consultation du Coordonnateur principal des missions de maintien de la paix des Nations Unies au Moyen-Orient; le Chef d'état-major de l'ONUST tient ce groupe à la disposition de la FONU, le mandat de la FONU prévoyant la coopération en ce l'ONUST et la Force. Les observateurs ont à exécuter des tâches particulières confiées à la Force, ils agissent sous le contrôle opérationnel du commandant de la Force.

/...

5. Comme je l'ai annoncé dans mon dernier rapport (S/11849, par. 21 et 22), un complément de personnel militaire et de matériel a été nécessaire pour permettre à la FUNU de s'acquitter des responsabilités plus étendues qui lui ont été confiées aux termes de l'Accord entre l'Egypte et Israël du 4 septembre 1975. En conséquence, les gouvernements des pays qui fournissent des contingents à la FUNU ont envoyé des renforts en réponse aux demandes que je leur ai adressées. La Finlande, le Ghana, l'Indonésie et la Suède ont tous les quatre fourni une compagnie de fusiliers supplémentaire tandis que le Canada et la Pologne ont envoyé du personnel supplémentaire pour renforcer leurs contingents d'appui logistique.

6. En février 1976, le représentant permanent du Sénégal m'a fait savoir que son gouvernement avait décidé de retirer son contingent de la FUNU. Les membres du Conseil de sécurité ont été informés de cette décision le 2 mars 1976. Le contingent a été rapatrié en mai/juin 1976. Le bataillon sénégalais n'a pas été remplacé et les fonctions qu'il assumait ont été reprises en partie par le bataillon suédois et en partie par le bataillon ghanéen. Cet arrangement opérationnel s'étant révélé satisfaisant eu égard aux circonstances actuelles, par souci d'économie il n'est pas envisagé pour le moment de remplacer le contingent sénégalais, à moins qu'un fait nouveau ne l'exige.

7. En mai 1976, le Gouvernement australien m'a fait savoir, après que je l'eus contacté, qu'il serait prêt à fournir les hélicoptères et le personnel nécessaires à la FUNU. Après avoir consulté le Conseil de sécurité, j'ai accepté cette offre (S/12098). L'unité australienne, composée de 4 hélicoptères et du personnel nécessaire, est arrivée à Ismaïlia en juillet 1976.

8. Le général Bengt Liljestrand est Commandant de la FUNU depuis le 20 août 1975. Le général Ensio Siilasvuo assume toujours les fonctions de Coordonnateur principal des missions de maintien de la paix des Nations Unies au Moyen-Orient.

9. On se souviendra que dans mon rapport précédent (S/11849 du 17 octobre 1975) j'estimais que la FUNU, pour être en mesure de s'acquitter des responsabilités plus étendues qui lui ont été confiées dans une zone tampon dont la superficie est quatre fois supérieure à celle de la zone de dégagement précédente, devrait compter environ 4 825 hommes. Pour les raisons exposées plus haut, il a été possible à la Force, pour l'instant, de s'acquitter de manière satisfaisante de ses tâches avec ses effectifs actuels, soit 4 174 hommes.

B. Déploiement

10. Au cours de la période considérée, le déploiement de la FUNU a considérablement changé par suite de l'application du nouvel Accord. Ce redéploiement, qui a été opéré en 15 phases distinctes, a débuté en novembre 1975 et s'est achevé le 22 février 1976, conformément au calendrier fixé dans le Protocole de l'Accord. Au 1er octobre, la situation était la suivante (voir la carte jointe) :

a) Bataillon suédois : campement de base à Baluza. Il occupe trois positions de commandement avancées et 22 positions dans la zone tampon I, son secteur va de la Méditerranée à une ligne située au sud-est d'Ismaïlia.

b) Bataillon ghanéen : campement de base à Mitla. Il occupe deux postes de commandement avancés et 17 positions dans la zone tampon 1; son secteur va de la limite sud du secteur suédois à une ligne située au sud de Mitla.

c) Bataillon indonésien : campement de base à Suez. Il occupe un poste de commandement avancé à Ras Sudr, 10 positions dans la zone tampon 1 et 6 positions dans la zone sud le long du golfe de Suez dans un secteur qui va de la limite sud du secteur ghanéen à une ligne située au sud-est de Ras Sudr.

d) Bataillon finlandais : campement de base à Abu Rudeis. Il occupe trois postes de commandement avancés et 22 positions dans la zone sud le long du golfe de Suez et des zones tampons 2A et 2B dans un secteur qui va de la limite sud du secteur indonésien à Abu Durba, au sud.

e) Contingent canadien : ce contingent est installé au camp d'El Gala à Ismaïlia. Un petit groupe est détaché à la base logistique avancée d'El Tasa. Il fournit à la Force un appui logistique ainsi que des services d'entretien, de communication et de transport aérien; des détachements de soutien sont déployés dans l'ensemble de la zone d'opérations de la FUNU.

f) Contingent polonais : ce contingent est installé au camp d'El Gala. Un petit groupe est détaché à la base logistique avancée d'El Tasa et une compagnie de transports est basée à Suez. Il fournit à la Force des services d'entretien et de génie notamment de déminage, d'approvisionnement en eau, de construction, d'entretien des routes et de transport et il assure le fonctionnement d'un hôpital de campagne situé à Ismaïlia.

g) Contingent australien : ce contingent est basé à Ismaïlia. Il fournit à la Force des services d'hélicoptères.

h) Quartier général de la FUNU : le quartier général est installé dans des bâtiments à Ismaïlia. Elle a un bureau de liaison au Caire.

j) Les autres éléments de la FUNU sont situés comme suit :

i) Des détachements de contrôle des mouvements à Ismaïlia, au Caire, à Jérusalem, à Tel Aviv, à Damas, à Alexandrie et à Port Said.

ii) Un dépôt de vivres au Caire avec des détachements à Suez et à Port Said.

iii) Des détachements de police militaire : Caire, à Suez, à Babah, à El Matruh, à Tel Aviv et à Jérusalem.

iv) Un groupe de transport aérien situé au camp d'aviation d'Ismaïlia, qui dispose de deux appareils Buffalo. Un appareil Skyvan est utilisé pour des vols affrétés à partir du camp d'aviation d'Ismaïlia, où sont aussi basés les quatre hélicoptères. En outre, le Fokker F27 fourni par le Gouvernement suisse à l'UNAT est utilisé par les trois missions de maintien de la paix au Moyen-Orient pour assurer des vols à destination d'Ismaïlia et du Caire.

- v) Du personnel de la FUNU travaille également au bureau du coordonnateur principal à Jérusalem. D'autres membres du personnel de ce bureau viennent de l'ONUST et de la FNUOD.

11. L'ONUST fournit des observateurs militaires qui occupent 12 points de contrôle et postes d'observation, maintiennent la liaison avec chaque bataillon, effectuent des patrouilles et occupent des postes administratifs. Le groupe relève d'un observateur militaire principal qui est en poste au quartier général de la FUNU à Ismaïlia et qui a des représentants au Caire et à Jérusalem.

C. Relèves

12. Les relèves ci-après ont eu lieu pendant la période considérée :

- a) Les membres du contingent canadien sont relevés par petits groupes à intervalle d'une semaine.
- b) La relève du contingent finlandais se fait de manière que la moitié du contingent soit relevée tous les trois mois. En novembre 1975, 152 hommes sont arrivés en renfort.
- c) Contingent ghanéen : l'ensemble du contingent a été relevé deux fois, au début d'avril 1976 et en septembre/octobre 1976. En février 1976, 100 hommes sont arrivés en renfort.
- d) Contingent indonésien : l'ensemble du contingent a été relevé deux fois, en février/mars 1976 et en septembre 1976. En septembre 1976, 60 hommes sont arrivés en renfort.
- e) Contingent polonais : l'ensemble du contingent a été relevé deux fois, en novembre/décembre 1975 et en mai/juin 1976. En décembre 1975 et janvier 1976, 70 hommes sont arrivés en renfort.
- f) Contingent sénégalais : le contingent sénégalais a été rapatrié en mai/juin 1976 (voir plus haut par. 6).
- g) Contingent suédois : l'ensemble du contingent a été relevé deux fois, en décembre 1975 et en juin 1976. En janvier/février 1976, 150 hommes sont arrivés en renfort.
- h) Contingent australien : le contingent est arrivé en juillet 1976 (voir plus haut, par. 7).

II. LOGEMENT ET LOGISTIQUE

A. Logement

13. Le redéploiement de la FUNU, comme suite à l'Accord conclu entre l'Égypte et Israël le 4 septembre 1975 et au Protocole de l'Accord a obligé à reloger la majeure partie de la Force. Certaines installations existant dans les nouveaux secteurs ont été mises à la disposition de la Force pour être utilisées comme camps de base, mais il a fallu procéder à des rénovations et à des réparations plus ou moins importantes. Les travaux, qui sont effectués par le personnel des contingents, progressent de façon satisfaisante. Il est toutefois nécessaire de disposer de camps de base supplémentaires et la Force a reçu, à cet effet, la majeure partie des logements préfabriqués et du matériel nécessaires. La construction de ces camps a été sérieusement gênée par un manque de main-d'œuvre qualifiée et de matériel spécialisé. Pour y remédier, un complément d'ouvriers qualifiés du bâtiment sera fourni, à titre temporaire, par le Gouvernement polonais.

14. Outre les camps de base, il a fallu trouver de nouveaux logements pour les membres des contingents et les observateurs militaires à chacune des positions et à chacun des postes d'observation et points de contrôle. Quatre-vingts bâtiments préfabriqués ont été fournis à cet effet. Ce sont également les membres de la Force qui érigent ces bâtiments lorsqu'ils peuvent être libérés de leurs devoirs opérationnels. Jusqu'à présent, environ un tiers des bâtiments ont été érigés, le reste se trouvant à divers stades d'achèvement.

15. Lorsque le quartier général de la FUNU a été transféré du Caire à Ismaïlia, le Gouvernement égyptien a mis à sa disposition les bâtiments dans lesquels il se trouve actuellement. De vifs remerciements sont dus au Gouvernement égyptien pour l'assistance ainsi offerte. Entre-temps, la situation a évolué avec la réouverture du canal de Suez, et j'ai été informé par le Gouvernement égyptien que la Direction du canal avait absolument besoin des bâtiments qui abritent le Quartier général de la Force. Le Gouvernement égyptien a donc demandé qu'on restitue ces bâtiments et l'on s'emploie activement à trouver, en coopération avec le Gouvernement égyptien, un autre local qui pourrait abriter le quartier général de la Force. De toute façon, le déplacement du quartier général entraînera des travaux de construction d'une importance considérable et pourrait donc avoir des incidences financières dont l'ampleur dépendra de l'emplacement qui sera finalement retenu.

B. Logistique

16. Les véhicules et le matériel supplémentaires nécessaires pour permettre à la Force de s'acquitter des responsabilités plus étendues qui lui ont été confiées, sont arrivés et sont utilisés. Toutefois, une partie du parc automobile, dans son ensemble, est vétuste et souffrira très certainement du mauvais état des routes.

17. La fourniture des moyens de communication qui doivent permettre à la Force de couvrir des distances plus longues dans sa zone d'opérations (largie a présenté des problèmes qui, espérons-le, seront résolus par l'arrivée de matériel plus moderne.

18. Le mode d'approvisionnement en pièces détachées et en matériel ordinaire continue à s'améliorer. Toutefois, on a encore des difficultés à assurer l'approvisionnement régulier des bataillons opérationnels. Les longues distances et l'état général des routes ont gravement éprouvé les moyens de transport; toutefois, le problème sera partiellement résolu au fur et à mesure que les camions actuellement utilisés seront remplacés, lorsqu'ils seront hors d'usage, par des modèles plus grands et plus pratiques. Les restrictions imposées à la traversée du canal de Suez depuis sa réouverture ont été en partie contrebalancées par la location d'un ferry et par l'établissement d'une base logistique de réserve à El Tasa dans la zone tampon 1. Cette base abrite des vivres et d'autres réserves de fournitures ainsi que des équipes d'entretien et des équipes de techniciens. L'approvisionnement en eau potable en quantité suffisante destinée aux bataillons est devenue l'une des tâches essentielles et continuera de l'être dans un avenir prévisible.

19. Enfin 1 600 kilomètres de routes situées à l'intérieur des zones tampons doivent être dégagées et suffisamment bien entretenues si l'on veut que la FUNU soit à même de s'acquitter de ses tâches opérationnelles. Pour contribuer à ces travaux, la FUNU dispose d'une petite unité de dégagement et de réparation des routes dont les services sont constamment sollicités. Depuis mars 1976, cette unité a dégagé plus de 1 150 kilomètres de routes. Une équipe d'enquête évalue actuellement l'assistance supplémentaire nécessaire à l'entretien des routes dont la FUNU a la charge. Pour accomplir cette tâche ainsi que d'autres travaux de construction, il faudra davantage de personnel militaire dont le nombre sera déterminé une fois l'enquête achevée.

20. Depuis que les responsabilités de la Force ont été étendues, le déminage est devenu lui aussi une tâche plus importante. Avant d'établir les positions et les itinéraires de patrouille, il a fallu procéder au déminage. Depuis février 1976, une petite unité de déminage de la FUNU a inspecté une superficie de plus de 167 000 mètres carrés et a localisé et détruit un grand nombre de mines et d'autres munitions non explosées dans le voisinage des sites proposés pour l'installation des camps et des positions.

III. ACTIVITES DE LA FORCE

A. Fonctions et principes directeurs

21. Les fonctions et principes directeurs de la Force sont énoncés dans le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 340 (1973) du Conseil de sécurité (S/11052/Rev.1), que le Conseil a approuvé dans sa résolution 341 (1973). La FUNU et le Coordonnateur principal des missions de maintien de la paix des Nations Unies au Moyen-Orient assument des tâches précises conformes à leur mandat en vertu de l'Accord entre l'Egypte et Israël signé le 4 septembre 1975, l'annexe et le protocole à cet accord.

22. Le Coordonnateur principal et le commandant de la Force ont continué d'avoir des réunions distinctes avec les autorités militaires de l'Egypte et d'Israël au sujet de l'application du mandat de la Force et des inspections effectuées par la FUNU dans les zones où les armements et les forces sont limités. En outre, le Coordonnateur principal entretient des relations avec les parties au niveau ministériel pour examiner les questions importantes. Ces réunions complètent celles de la Commission mixte ainsi qu'il est prévu dans l'Accord. La FUNU continuera d'entretenir avec les parties des relations cordiales et fructueuses.

B. Liberté de mouvement

23. Le problème des restrictions apportées à la liberté de mouvement des membres de certains contingents continue de se poser. Comme je l'ai déjà dit, la FUNU doit continuer à fonctionner comme "une unité militaire intégrée et efficace", et ses contingents doivent tous servir dans les mêmes conditions sous les ordres du commandant de la Force et il ne saurait être fait de distinction entre ces contingents quant à leur statut au regard des Nations Unies. Je poursuivrai mes efforts pour y parvenir.

C. Questions relatives au personnel

24. La discipline, la compréhension et la conduite de tous les membres de la FUNU ont été exemplaires, et font honneur aux soldats de la Force et à leurs chefs, ainsi qu'aux pays qui fournissent des contingents.

25. Au cours de la période considérée, un membre du contingent ghanéen et un membre du contingent indonésien sont décédés de mort naturelle. Un membre du contingent ghanéen et quatre membres du contingent polonais ont été tués dans des accidents d'automobile.

D. Application du cessez-le-feu et de l'Accord entre l'Egypte et Israël du 4 septembre 1975 et du Protocole du 22 septembre 1975

26. La Force a continué à superviser l'application du cessez-le-feu et a aidé à l'application de l'Accord entre l'Egypte et Israël du 4 septembre 1975 et du Protocole du 22 septembre 1975.

/...

27. La première tâche de la FUNU aux termes du nouvel Accord consistait à procéder à la démarcation sur le terrain des nouvelles lignes de dégagement. Pour l'exécution de cette tâche, un groupe de géomètres spécialisés a été fourni par la Suède, sur ma demande, et sur une base ad hoc. Les travaux ont commencé en octobre 1975; ils ont été achevés conformément au calendrier énoncé dans le Protocole de l'Accord, à la satisfaction de toutes les parties intéressées.

28. En novembre 1975, la FUNU a commencé à fournir une assistance aux parties pour le redéploiement de leurs forces. La première phase du redéploiement s'est déroulée dans la zone située au sud de la ligne E et à l'ouest de la ligne M (zone sud); elle a pris fin le 1er décembre 1975. Au cours de cette période, la FUNU, par l'intermédiaire du Coordonnateur principal, a pu superviser le transfert des gisements de pétrole et des installations dans la zone.

29. La deuxième phase du redéploiement, qui s'est déroulée dans la zone nord, a commencé le 12 janvier 1976 et a pris fin le 22 février 1976, conformément au calendrier prévu.

30. Dans la zone sud, la FUNU a pour tâche de veiller à ce qu'il n'y ait ni forces militaires ou paramilitaires d'aucune nature, ni fortifications et installations militaires dans cette zone. Pour s'acquitter de cette tâche, la FUNU a établi des points de contrôle et des postes d'observation, conformément au Protocole, et a organisé des patrouilles dans toute la zone, y compris des patrouilles aériennes. Elle a également établi les deux zones tampons et maintient des points de contrôle permanents sur les lignes délimitant les zones tampons. De plus, la FUNU a supervisé l'utilisation des tronçons de route à usage commun par les parties, conformément aux arrangements dont elles sont convenues, et elle a fourni des escortes lorsque cela s'est avéré nécessaire.

31. La zone nord comprend la zone tampon 1 et les zones de limitation des forces et de l'armement. Dans la zone tampon, la FUNU a pour fonction d'empêcher toute personne de pénétrer de façon illicite dans le secteur. Elle s'est acquittée de cette tâche au moyen d'un système de points de contrôle, de postes d'observation et de patrouilles terrestres à l'intérieur de la zone tampon et le long des lignes. Environ 7 000 citoyens égyptiens habitent dans la partie nord de la zone tampon. Dans la zone du système d'alerte avancée, qui se trouve à l'intérieur de la zone tampon, la FUNU a également fourni les escortes requises. La FUNU a également été chargée de veiller à ce que les limitations convenues des forces et de l'armement soient respectées dans les zones spécifiées dans l'Accord. A cette fin, elle procède à des inspections bi-hebdomadaires et informe les parties des résultats de ces inspections.

32. La Commission mixte établie aux termes de l'Accord a tenu six réunions dans la zone tampon sous la présidence du Coordonnateur principal. La FUNU a aidé à fournir des installations pour ces réunions.

33. La FUNU a également aidé le Coordonnateur principal à s'acquitter de ses fonctions en ce qui concerne la réception et la transmission de notifications concernant les volets de reconnaissance convenus par les parties.

34. Au cours de la période considérée, la FUNU a continué à bénéficier de l'entière coopération des parties dans l'exercice des fonctions qui lui ont été confiées. Il ne s'est produit aucune violation importante du cessez-le-feu ou de l'Accord, mais de nombreuses incursions de caractère limité dans la zone tampon, par les deux parties, par voie terrestre et aérienne, ont été observées et signalées. Dans ces cas, cependant, il a été reçu de la partie intéressée l'assurance que des mesures correctives seront prises. La FUNU a également reçu des deux parties un certain nombre de plaintes selon lesquelles des violations auraient été commises. Ces plaintes ont été examinées, avec la partie intéressée, par le Commandant de la Force ou le Coordonnateur principal, et, dans certains cas, elles ont fait l'objet de discussions à des réunions de la Commission mixte.

IV. ACTIVITES HUMANITAIRES ET COOPERATION AVEC LE COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE (CICR)

35. La FUNU est demeurée en rapport étroit avec les représentants du CICR et a prêté son concours en fournissant des installations pour les réunions de familles et les échanges d'étudiants qui ont eu lieu à un site convenu dans la zone tampon 1. Au cours de la période considérée, 5 230 personnes sont passées d'Egypte dans les territoires occupés par Israël et 4 351 des territoires occupés par Israël en Egypte. Le transfert d'articles comme des manuels scolaires et d'autres fournitures a également été mené à bien sous les auspices de la FUNU.

36. Bien que les recherches des dépouilles de soldats tués durant les hostilités d'octobre 1973 dans la zone du Canal de Suez aient pris fin le 1er juillet 1974, il arrive encore que l'on trouve des corps dans la zone d'opérations de la FUNU. Au cours de la période considérée, on a retrouvé les corps de quatre soldats qui ont été remis à la partie intéressée.

V. QUESTIONS FINANCIERES

37. Au cas où le Conseil de sécurité déciderait de prolonger le mandat de la Force pour une période de douze mois au-delà du 24 octobre 1976, le coût du maintien de la Force pour cette période serait de l'ordre de 83 millions de dollars, compte tenu des besoins en personnel indiqués ci-dessus et étant entendu que la Force continuerait à assumer les mêmes tâches qu'à présent.

38. On constatera que ce chiffre est sensiblement inférieur au crédit de 94,3 millions de dollars qui avait été ouvert pour la période de douze mois correspondant au mandat précédent de la Force. A ce montant était, bien entendu venu s'ajouter celui de la généreuse contribution volontaire - environ 10 millions de dollars en nature - offerte par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Si l'on demande à présent un crédit d'un montant moins élevé, c'est principalement en raison de la réduction des effectifs globaux de la Force et de l'existence de certaines dépenses non renouvelables. Lors de l'exécution du budget relatif au mandat actuel, j'ai dûment tenu compte de la nécessité de faire le maximum d'économies, sans nuire à l'efficacité.

39. Le chiffre de 83 millions de dollars indiqué ci-dessus ne tient pas compte des dépenses supplémentaires qu'il faudrait éventuellement engager pour résoudre le problème des locaux du quartier général de la Force, dont il a été question au paragraphe 15 ci-dessus.

VI. APPLICATION DE LA RESOLUTION 338 (1973) DU CONSEIL DE SECURITE

40. En décidant, dans sa résolution 378 (1975), de renouveler le mandat de la Force pour une période supplémentaire d'un an, soit jusqu'au 24 octobre 1976, le Conseil de sécurité a également demandé à toutes les parties en cause d'appliquer immédiatement sa résolution 338 (1973) et a prié le Secrétaire général de présenter, à la fin de cette période, un rapport sur l'évolution de la situation et sur les mesures prises pour appliquer cette résolution.

/...

41. Au cours de la période considérée, des efforts ont été déployés à différents niveaux en vue de promouvoir la reprise rapide des négociations visant à instaurer une paix juste et durable au Moyen-Orient, ainsi que le demande le Conseil de sécurité dans sa résolution 338 (1973). Ces efforts sont décrits en détail dans le rapport que le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité le 18 octobre 1976 en application de la résolution 3414 (XXX) de l'Assemblée générale relative à la situation au Moyen-Orient (A/31/270-S/12210).

VII. OBSERVATIONS

42. La période considérée a été marquée par un nouveau redéploiement des forces égyptiennes et israéliennes dans la péninsule du Sinaï. Conformément à l'Accord conclu le 4 septembre 1975 entre l'Égypte et Israël et au Protocole y relatif, qui a été décrit en détail dans mon dernier rapport sur la Force d'urgence des Nations Unies (S/11849), la nouvelle opération de déploiement s'est déroulée de façon satisfaisante avec l'aide de la FUNU. La Force est désormais déployée dans une zone d'une superficie plus de quatre fois supérieure à celle de l'ancienne zone de dégagement, et les responsabilités qui lui incombent au titre du nouvel Accord sont de loin plus étendues et plus complexes qu'elles ne l'étaient précédemment. Dans l'accomplissement de sa tâche, la FUNU a bénéficié de l'entière coopération des parties intéressées, ce qui lui a permis de s'acquitter de ses responsabilités de façon satisfaisante.

43. La présence de la FUNU dans le secteur égypto-israélien a incontestablement joué un rôle essentiel dans le maintien du cessez-le-feu demandé par le Conseil et réaffirmé dans l'Accord égypto-israélien. Qui plus est, la Force a continué d'offrir ses bons offices aux deux parties pour le règlement de certains problèmes urgents qui se posaient sur le terrain. Pour satisfaisants qu'ils soient, ces différents faits ne doivent pas nous faire perdre de vue le rôle essentiel qui revient à toute force de maintien de la paix dans une zone de conflit, à savoir : assurer le calme et créer un climat favorable à la recherche dynamique d'une solution pacifique des problèmes politiques fondamentaux. Si les efforts tendant à donner effet à la résolution 338 (1973) du Conseil de sécurité continuent de ne marquer aucun progrès, la situation au Moyen-Orient restera inévitablement instable, en dépit des arrangements et autres dispositions pris pour assurer le maintien de la paix.

44. Après avoir examiné tous les facteurs qui entrent en jeu, j'estime qu'il est essentiel que la FUNU reste présente dans cette zone. Vu les circonstances et compte tenu des dispositions pertinentes de l'Accord, je recommande que son mandat soit prorogé d'un an.

45. En terminant, je tiens à nouveau à exprimer ma gratitude aux gouvernements qui mettent des troupes à la disposition de la Force d'urgence des Nations Unies. Je saisis aussi cette occasion pour rendre hommage au général Ensio Siilasvuo, coordonnateur principal des missions de maintien de la paix des Nations Unies au Moyen-Orient; au général Bengt Liljestrand, commandant de la Force, aux officiers et aux hommes de troupe, ainsi qu'au personnel civil de la Force, et aux observateurs militaires de l'ONUST, qui ont été désignés pour aider la FUNU à remplir son mandat. Ils se sont acquittés efficacement et avec dévouement des tâches importantes et difficiles que leur a confiées le Conseil de sécurité.

